



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

DIAGNOSTIC SUR LA DÉGRADATION DU SOLDE COMMERCIAL AGROALIMENTAIRE FRANÇAIS ET LA PERTE DE COMPÉTITIVITÉ

Cadre et organisation des travaux

- Mars 2019: référé de la Cour des comptes recommandant la réalisation d'un diagnostic partagé
- Septembre 2019: le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation mandate FranceAgriMer
- Un groupe de travail appelé « GT DiagComExt » a été mis en en place, animé par l'établissement et associant les différents ministères concernés ainsi que des experts de différents établissements publics ou centres de recherche
- Le travail a été organisé selon deux axes :
 - Analyse approfondie des données du commerce international et synthèse bibliographique des déterminants pouvant expliquer les évolutions constatées
 - Mobilisation de 10 groupes de travail par filière pour dégager, non plus de la littérature, mais de l'expertise et expérience professionnelle, les principaux déterminants de l'évolution de la compétitivité de leur filière.

Caractérisation de la dégradation du solde commercial agricole et agroalimentaire français

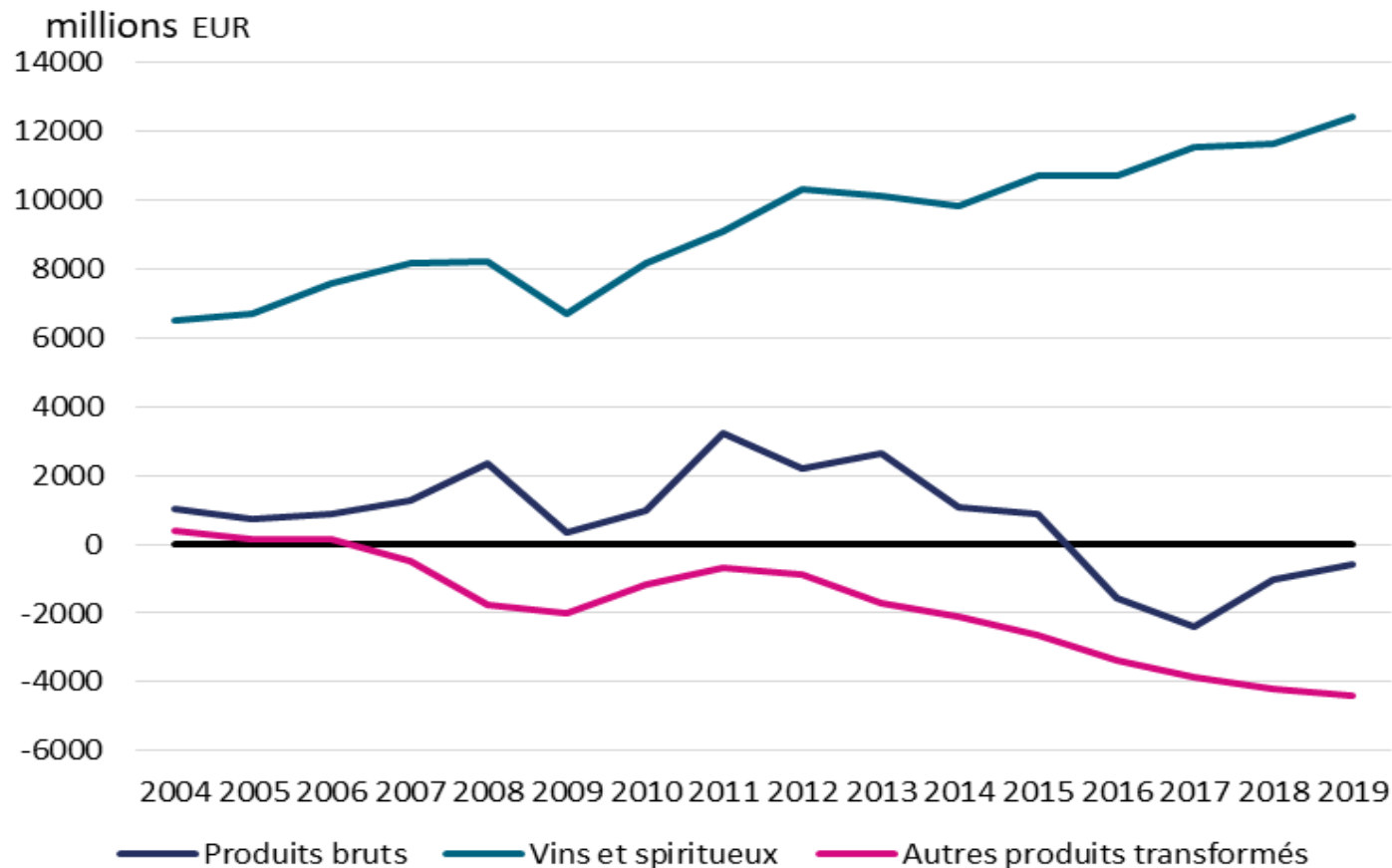
Entre 2004 et 2019, le solde commercial agricole et agroalimentaire a connu d'abord une période de croissance culminant à 11,9 milliards d'euros en 2011-2012 avant de chuter à 5,5 milliards en 2017. S'ensuivent deux dernières années plus encourageantes (le solde est remonté à 7,7 Mds€ en 2019) puis une rechute en 2020 dans un contexte très particulier (Covid) qui amène à écarter cette année de l'analyse structurelle.

Messages clés :

- Le solde commercial se dégrade du fait d'une croissance des exportations plus faible que celle des importations.
- Cette faiblesse des exportations françaises concerne d'abord le marché européen. Alors que le solde « grand export » a progressé, la balance commerciale avec le reste de l'Union européenne est devenue négative en 2015 et ne cesse de baisser depuis lors.

Distinguer selon la nature des produits

Figure: solde commercial selon la catégorie de produits

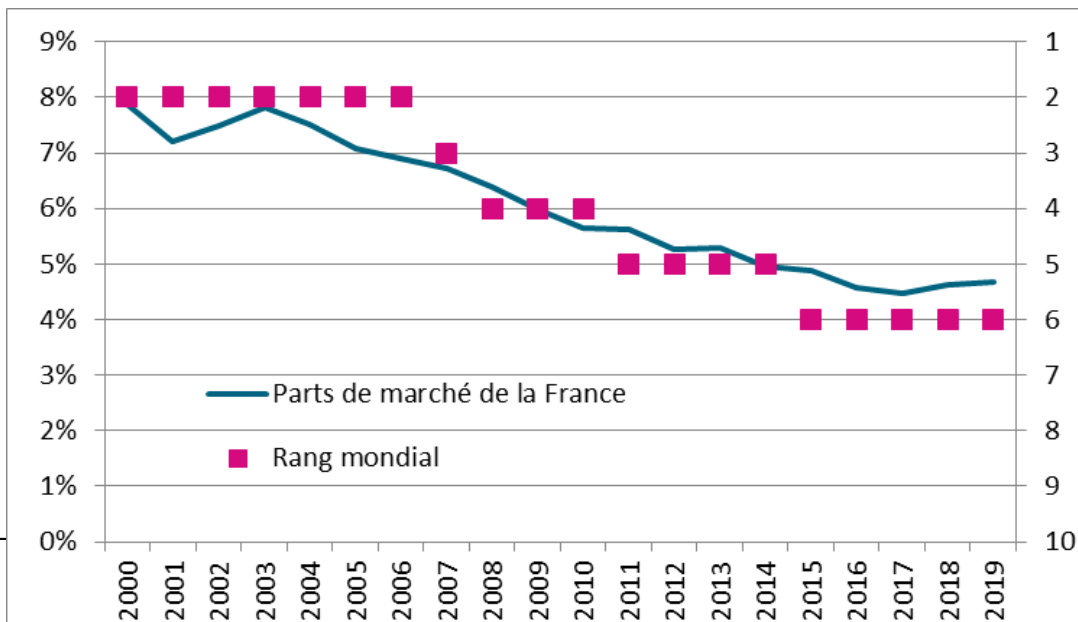


Baisse des parts de marchés

Messages clés :

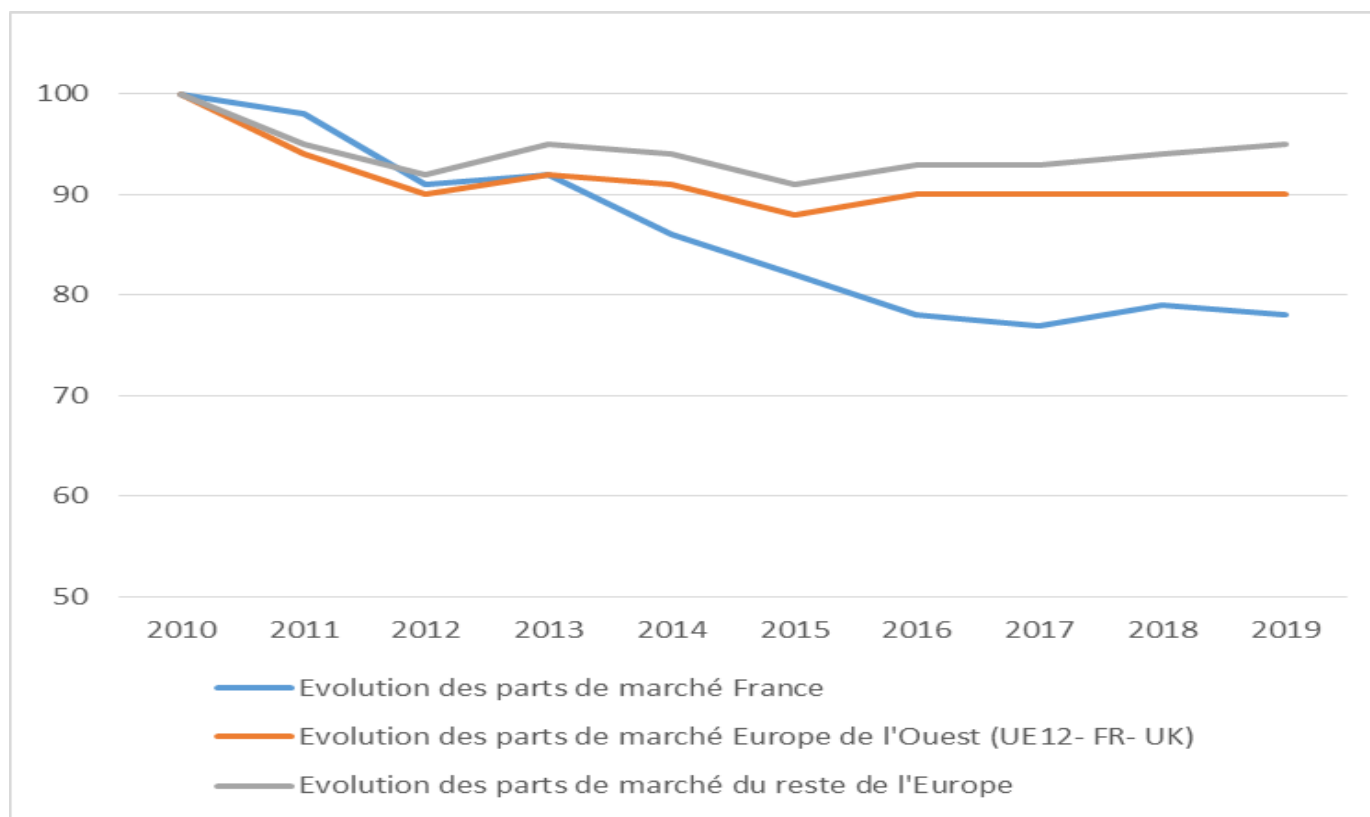
- La dégradation du solde va de pair avec des pertes de marchés à l'export comme sur le marché national
- La France perd régulièrement des places en tant qu'exportateur majeur
- La dépendance aux importations s'accroît pour de nombreux secteurs (et principalement au bénéfice de nos partenaires européens)
- Ces tendances sont très spécifiques à la France, le reste de l'Union européenne ne connaissant pas de baisses de même ampleur

Figure: rang mondial parmi les exportateurs et parts de marché à l'export (tous produits agricoles et agroalimentaires)



La France fait plus mal que le reste de l'UE

Figure: évolution des parts de marché à l'export (base 100 en 2010) pour la France, pour le reste de l'UE et compétitivité révélée par rapport au reste de l'UE



Un marché domestique de plus en plus dépendant des importations

Indicateurs de bilan d'approvisionnement

| Moyenne 2015-2019 | indicateurs de bilan | | | |
|--|-------------------------------|---|--|--------------------------------|
| | Taux d'auto-approvisionnement | Taux de couverture de la consommation par la production nationale | Capacité d'exportation | Dépendance aux importations FR |
| | (Production / Consommation) | (Production - Exportations) / Consommation | Exportations / (Production + Importations) | Importations / Consommations |
| Viande bovine | 94% | 78% | 13% | 22% |
| Viande porcine | 100% | 73% | 22% | 27% |
| Viande de volaille | 95% | 65% | 23% | 35% |
| Viande ovine | 49% | 44% | 5% | 56% |
| Œufs | 98% | 85% | 12% | 15% |
| Vins (tranquilles et effervescents) | 128% | 76% | 34% | 27% |
| Légumes frais | 90% | 78% | 11% | 22% |
| Fruits frais tempérés | 84% | 60% | 20% | 41% |
| Fruits tropicaux et agrumes frais | 17% | - | 17% | 103% |
| Pommes de terre | 108% | 70% | 27% | 30% |
| Lait liquide | 123% | 91% | 25% | 9% |
| Yaourts et laits fermentés | 113% | 96% | 14% | 4% |
| Fromages | 130% | 67% | 39% | 33% |
| Lactosérum | 179% | 78% | 50% | 22% |
| Poudre de lait écrémé | 236% | 78% | 61% | 22% |
| Beurre | 79% | 61% | 15% | 39% |
| Blé tendre | 196% | 98% | 49% | 2% |
| Blé dur | 151% | 32% | 54% | 66% |
| Maïs | 152% | 90% | 39% | 7% |
| Riz | 10% | 0% | 10% | 99% |
| Soja (grains) | 40% | 27% | 11% | 74% |
| Colza (grains) | 105% | 74% | 24% | 26% |
| Sucre | 173% | 61% | 54% | 36% |
| Produits de la pêche et de l'aquaculture | 32% | 6% | 21% | 94% |

Figure: évolution des principaux indicateurs de bilan (en volume, unité considérée) sur la période 2015-2019

Légende: le code couleur vise uniquement à distinguer l'importance relative des taux, notamment de dépendance aux importations

Messages clés : compétitivité prix

- En agriculture, le **coût des consommations intermédiaires** (engrais, phytosanitaires, énergie) contribue de manière déterminante à la moindre compétitivité des exploitations françaises par rapport à leurs concurrentes étrangères.
- En agroalimentaire, le **coût du travail** serait déterminant mais n'explique pas tout et les évolutions récentes pourraient faire relativiser ce constat.
- La productivité totale des facteurs s'est améliorée dans le secteur agricole tandis qu'elle s'est dégradée dans l'agroalimentaire (rigidité dans la réallocation des facteurs, faiblesse des investissements productifs, taille des entreprises)
- La **fiscalité sur la production**, plus élevée en France que chez nos concurrents européens, pénalise les industries agroalimentaires françaises.
- Les filières pointent les différentiels de coûts induits par la **charge réglementaire** (globalement plus élevée en France en matière environnemental, tous secteurs confondus, selon l'OCDE) mais les travaux académiques sur le sujet manquent pour étayer ce point.

Messages clés : compétitivité hors-prix

- La forte **contraction des taux de marge à contraint les investissements** (qui ont au contraire progressé chez les grands concurrents nord- européens).
- Concernant la R&D, l'effort public de recherche est conséquent, à travers les budgets de grands organismes publics, mais l'effort privé s'avère plus limité. Sont aussi pointées du doigt **une mise en réseau et une coopération de recherche trop limitées**.
- La France n'est pas en avance en termes de **formation initiale ou continue**.
- **Les AOP permettent de bénéficier de prix plus élevés**, d'accroître la qualité perçue et d'ouvrir de nouveaux marchés sur certaines destinations. Mais pas d'effet observé sur les volumes exportés et ce n'est pas une stratégie généralisable (pays sans système de reconnaissance, logique de commodité).
- La qualité perçue des produits français est bonne mais inférieure à celle d'autres pays européens (notamment l'Italie). Le **rapport qualité/prix est cependant défavorable** en raison de prix considérés comme trop élevés.
- La marque déposée reste souvent *in fine* un indicateur plus lisible pour de nombreux consommateurs ainsi que la qualité sanitaire du produit et le respect des standards techniques de manière constante et fiable. Importance du marketing et du packaging comme autres voies de différenciation.
- Les filières françaises sont moins bien coordonnées qu'en Europe du Nord ; **peu de partenariats de long terme** entre PME et grands groupes.

Complémentarité bibliographie / GT professionnels

- Bonne convergence des travaux des GT avec la littérature (cf. points ci-dessus)
- Insistance en complément sur:
 - différences d'accès aux moyens de production (phytos, NBT, eau).
 - Importance des logiques de filières et impact négatif de la logique déflationniste de la GD.
 - Importance d'être fort sur le marché domestique pour l'être à l'international.
 - Vigilance sur la montée en gamme avec une perte de compétitivité et de parts de marché sur l'entrée et le milieu de gamme.
 - Importance de la logistique (faiblesse des ports Français face aux concurrents du nord de l'Europe; mais aussi capillaires ferroviaires, dernier kilomètre).
 - Importance de l'accompagnement à l'export (assurance crédit) et de la diplomatie économique (notamment en matière SPS).